

CAHIER DE RECHERCHE - CEIM



Note de recherche 14-02  
ISSN 1714-7638

# De la richesse à la compétitivité des nations L'ouverture économique en perspective

**Christian Deblock Ph.D**



---

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation  
Institut d'études internationales de Montréal  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville,  
Montréal, H3C 3P8

**JANVIER 2014**

Tel : (514) 987 3000 # 3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>

## De la richesse à la compétitivité des nations L'ouverture économique en perspective

*« Les libre-échangistes anglais et List ont aussi travaillé à partir d'une vision d'ensemble sociale et politique que nous pouvons accepter ou refuser ; les uns et les autres, en définitive, ont plaidé pour des politiques qui convenaient à certains groupes d'intérêts plus qu'à d'autres. À tous ces points de vue, il n'y a pas de différence entre la situation de Carey et celle des libre-échangistes anglais ou de List, sauf, bien sûr, du point de vue de ses préférences personnelles. Mais les libre-échangistes anglais ont fait passer leur vision et leur politique dans une analyse et ils y ont réussi. Le théorème des avantages comparatifs a été une contribution majeure à notre appareil d'analyse. Là est la raison pour laquelle ils peuvent prétendre à une place dans l'histoire de l'analyse économique - et elle n'est pas dans leur plaidoyer pour le libre-échange en lui-même. List n'a apporté aucune contribution originale à l'appareil d'analyse de la science économique. Mais il s'est servi d'éléments de l'appareil d'analyse existant, judicieusement et correctement. Et cela aussi est méritoire du point de vue scientifique. »*

Joseph A. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, vol. II, Paris, Gallimard, 1983: 191-192.

L'ouverture économique est l'un des traits caractéristiques de notre temps. Le degré d'ouverture varie, bien entendu, d'une économie à l'autre, les petites économies – le Canada par exemple - étant, en raison de leur taille, plus ouvertes. Mais d'une façon générale, les économies sont aujourd'hui beaucoup plus ouvertes qu'autrefois. Ainsi, le commerce international représentait environ 8 pour cent du PIB mondial en 1913 ; aujourd'hui, il en représente le tiers<sup>1</sup>. Phénomène économique, l'ouverture s'inscrit dans l'histoire du capitalisme, dans ses évolutions et transformations. Mais c'est aussi un phénomène politique, qui s'inscrit dans l'histoire des idées et des institutions. Elle est mieux acceptée aujourd'hui mais suscite toujours débats et désaccords, que ce soit sur la route à prendre ou sur ses effets.

Il existe plusieurs manières d'aborder le problème de l'ouverture. Nous avons choisi de l'aborder sous l'angle des idées. Plus précisément sous l'angle d'un débat d'idées entre deux grandes écoles de pensée en économie politique, l'une défendant la liberté des marchés, et l'autre l'intérêt national. Le débat a pris, selon les époques, des formes différentes mais *in fine*, on en revient toujours à une relation complexe, l'État et le marché, et à la manière dont chaque école pose le problème de cette relation. Comment ce débat a-t-il évolué ? Nous vous proposons d'en retracer l'histoire dans les pages qui suivent.

Nous la diviserons en trois grandes périodes. Nous verrons, tout d'abord, comment, au dix-neuvième siècle, l'école libérale a construit l'économie internationale et comment l'école nationale y a répondu. Nous verrons ensuite comment, au temps du « libéralisme enchâssé », il fut possible de réconcilier les deux points de vue en combinant l'intervention de l'État avec l'ouverture ordonnée des marchés. Nous verrons, enfin, comment, avec la

---

<sup>1</sup> Angus Maddison. *The World Development*, OCDE, Development Centre Studies, Paris, 2006.

<sup>2</sup> Nous ne voulons pas entrer dans le débat sur le mercantilisme. La place nous manque. Nous préférons nous limiter à l'essentiel, non sans reconnaître, comme la plupart des auteurs qui se sont penchés sur la question, le caractère belliqueux et autocratique du mercantilisme de cette époque, et l'écart monstrueux qui sépare les principes généraux des réalités de l'époque.

<sup>3</sup> Bien que mettant l'accent sur le besoin et l'intérêt, Adam Smith et les économistes qui le suivront accordent une grande importance aux idées, ou du moins à la raison. C'est à la raison qu'ils en appellent pour justifier le laisser-faire et le libre-

globalisation, le débat a changé, passant de la richesse à la compétitivité des nations, et comment chaque école en redéfinit les termes. Le temps est-il de nouveau à la confrontation ? Nous poserons la question en conclusion.

## **Du mercantilisme à l'échange international**

Dans un monde divisé en États souverains, prospérité et sécurité ont toujours été étroitement liés l'un à l'autre. Les mercantilistes furent les premiers à avoir posé le problème de la sorte. Transposant à la nation la conception aristotélicienne de l'économie, ils ont ainsi fondé une « économie politique » aux contours encore mal définis mais néanmoins suffisamment articulés pour justifier l'utilisation systématique du pouvoir politique à des fins économiques et l'orientation des intérêts économiques à des fins politiques, et ce jusqu'à la Révolution industrielle. Plus un art de la politique économique qu'un corps organisé de doctrines, cette économie politique, orientée vers la puissance et la richesse nationale, libèrera les marchands et les princes des entraves religieuses, stimulant ainsi le commerce et l'essor économique de l'Europe<sup>2</sup>. Au dix-neuvième siècle, certains, comme Schmoller, associeront ce système à la création des États, et d'autres, comme Marx, à l'émergence du capitalisme. Dans les deux cas cependant, ce système est campé dans un temps historique, celui de la pré-modernité, une façon comme une autre de reconnaître qu'il avait été une étape nécessaire mais qu'il avait fait son temps. Telle ne sera pas la voie qu'emprunteront les libéraux des Lumières. Pour eux, ce système était nocif. Non seulement parce qu'il allait à l'encontre de la Raison et du Droit naturel, mais aussi parce qu'il reposait sur une conception erronée du commerce, ce qu'il reviendra à Adam Smith de le formuler pour la première fois clairement.

## **Du doux commerce à l'échange entre les nations**

Au « système mercantile », comme il le désignera, Smith reprochera de confondre non seulement richesse nationale et accumulation monétaire, mais aussi les intérêts mercantiles et ceux de la nation. Par-delà la critique de la conception monétaire que se faisaient les « mercantilistes » de la richesse, Smith s'en prenait ainsi autant à la collusion entre les marchands et les autorités - « le capitalisme de connivence » dirait aujourd'hui Joseph Stiglitz - qu'à l'amalgame entre richesse et puissance, symbolisé par l'accumulation d'or, fruit d'excédents commerciaux ou de pillages. Toujours d'actualité, cette critique du système mercantile ou du « mercantilisme », pour reprendre la formule désormais consacrée par la plume de Schmoller, n'aurait sans doute pas attiré l'attention plus qu'il n'en faut si, parallèlement, Smith ne s'était pas évertué à démontrer la supériorité du libéralisme sur tout autre système économique, dans sa capacité à produire des richesses dans l'harmonie des intérêts, des individus comme des nations. Il innove lorsque, faisant de l'échange le principe organisateur de son système, il fait 1) de l'intérêt et

---

<sup>2</sup> Nous ne voulons pas entrer dans le débat sur le mercantilisme. La place nous manque. Nous préférons nous limiter à l'essentiel, non sans reconnaître, comme la plupart des auteurs qui se sont penchés sur la question, le caractère belliqueux et autocratique du mercantilisme de cette époque, et l'écart monstrueux qui sépare les principes généraux des réalités de l'époque.

du besoin la raison d'être de l'échange<sup>3</sup>, 2) de la spécialisation la conséquence de son développement, et 3) de la concurrence, autrement dit de la confrontation des intérêts, son instrument de régulation. Le lien qui unit ainsi les individus dans l'échange est non seulement beaucoup plus fort mais aussi moins arbitraire que celui du contrat politique, l'économie gagnant son autonomie vis-à-vis du politique du seul fait que soumise à la seule contrainte de la concurrence, elle fonctionne selon ses propres lois. Tout naturellement pourrait-on dire, les mêmes principes qui doivent gouverner les relations économiques entre les individus formant une même nation, doivent également s'appliquer aux relations économiques entre les nations, le libre-échange devenant ainsi le corollaire de la liberté économique et la seule règle de conduite acceptable en matière de commerce. Deux conditions doivent cependant être respectées : 1) la liberté économique doit être reconnue comme principe universel, et 2) la concurrence doit agir, à l'image d'une main invisible, comme régulateur des intérêts individuels. L'argument était de force. D'un côté, il permettait de refouler l'État hors de la sphère économique et de réduire son rôle à celui de protecteur du contrat économique, la concurrence devant assurer le bon fonctionnement du marché et l'harmonie des intérêts. De l'autre, le commerce, le « doux commerce » de Montesquieu, devenait l'élément intégrateur d'un monde qui, par-delà les divisions politiques, ne devait plus former qu'une seule communauté unie et intégrée par le commerce une fois levés tous les obstacles artificiels dressés par les États. On est à l'extrême opposé du mercantilisme, un système qui ne voit dans le commerce qu'un expédient pour accumuler des richesses au détriment des autres.

C'est sur ces bases simples mais ingénieuses que l'économie se développera comme science, Ricardo et beaucoup d'autres après lui affinant toujours davantage l'analyse mais sans jamais remettre en question les principes fondateurs qu'avait posés Adam Smith. Tout comme ce dernier, Ricardo applique le principe de l'échange au commerce entre les nations mais, plus rigoureux que son illustre prédécesseur, il va substituer au principe d'avantage absolu, peu conforme aux réalités d'un monde qui s'industrialise et s'internationalise, celui d'avantage comparatif. Comme pour Smith, c'est le besoin qui pousse les nations à se tourner vers les unes vers les autres, autrement à dit à aller chercher ailleurs ce qu'elles ne peuvent produire ou produisent mal ou à des coûts plus élevés. Ricardo va plus loin : toutes les nations, y compris les plus faibles et les plus petites, surtout celles-là devrait-on dire, plutôt que de rester repliées sur elles-mêmes et leur marché, trouvent un avantage à s'ouvrir à l'échange et à se spécialiser là où elles ont l'avantage comparatif le plus grand ou le désavantage comparatif le plus faible, c'est-à-dire dans les productions de biens qui affichent le plus haut niveau de productivité relative. La démonstration est robuste mais présuppose néanmoins qu'il y ait pleine ouverture économique, concurrence sur les marchés à l'exportation et neutralité monétaire<sup>4</sup>.

Une fois établi l'avantage que chacun trouve dans l'échange, la littérature économique viendra compléter l'analyse en orientant la discussion dans deux directions. Tout d'abord,

---

<sup>3</sup> Bien que mettant l'accent sur le besoin et l'intérêt, Adam Smith et les économistes qui le suivront accordent une grande importance aux idées, ou du moins à la raison. C'est à la raison qu'ils en appellent pour justifier le laisser-faire et le libre-échange et convaincre les gouvernements de s'y conformer pour créer les richesses qui apporteront à la population la prospérité et les impôts pour financer les affaires publiques.

<sup>4</sup> Pour Ricardo, cette dernière condition se trouve remplie en régime d'étalon-or. Son application stricte permet l'équilibre automatique des balances commerciales, sous réserve toutefois d'un ajustement conséquent des prix et des salaires. Keynes fut un critique virulent de l'étalon-or.

en développant sa théorie des demandes réciproques, John Stuart Mill démontrera l'influence décisive de la demande sur la répartition des gains de l'échange, les nations ayant intérêt à se spécialiser dans les gammes de produits pour lesquels la demande est la plus forte. Plus tard, dans l'entre-deux-Guerres, les Suédois Bertil Ohlin et Eli Heckscher démontreront que les différences de productivité et les spécialisations ne trouvent pas leur origine dans le travail mais dans l'organisation de la production et l'utilisation des facteurs de production en fonction de leur disponibilité. Les gains de spécialisation découleront ainsi des différences dans les dotations factorielles, les nations se spécialisant dans les productions pour lesquelles elles disposent de ressources en abondance. Le commerce ne consiste donc pas seulement à échanger des produits, mais aussi des facteurs de production. Pour dire les choses autrement, un pays aura tendance à exporter des produits qui utilisent les facteurs (le travail, le capital, les ressources naturelles, ou encore le progrès technique) dont il dispose en abondance et, à l'inverse, à importer les produits pour lesquels il est moins bien doté en facteurs de production.

## Un monde en interdépendance

La théorie des avantages comparatifs comporte de nombreuses zones d'ombre. On peut s'interroger, par exemple, sur l'idée d'égalité dans l'échange, sur le fait que dans l'échange il n'y a pas seulement que des gagnants ou encore sur l'absence de mobilité du capital<sup>5</sup>. On y reviendra. La principale critique que l'on peut lui faire c'est d'appliquer aux nations le même concept d'échange qu'aux individus et, partant, la même rationalité économique. Peut-être pouvait-on voir les choses ainsi à une époque où les échanges étaient limités au commerce de produits bruts ou finis et celui-ci largement règlementé, mais dans notre monde globalisé, l'argument perd beaucoup de sa force. Les entreprises ont investi tous les marchés, le commerce circule à l'intérieur de leurs réseaux et les intrants traversent les frontières, passant ainsi d'un pays à l'autre pour former comme dans la manufacture d'épingles d'Adam Smith des chaînes de valeur mondiales. La théorie de Ricardo conserve malgré tout son intérêt, et comme le fait remarquer l'OMC : « En 2017, les économistes célèbreront l'anniversaire de la publication des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de David Ricardo. Deux siècles plus tard, ils considèrent toujours la loi de l'avantage comparatif comme l'un des piliers de la science économique, voire comme l'unique proposition des sciences sociales qui soit vraie sans être triviale. »<sup>6</sup> D'où vient cet intérêt que nous lui prêtons encore aujourd'hui ?

Essentiellement du fait qu'en mettant l'échange au centre de leur analyse et, avec celui-ci, l'avantage mutuel que chacun en tire, les Classiques ont introduit une autre vision du commerce, différente de celle des marchands. Leur conception de l'échange reposait sur la ferme conviction que le commerce non seulement apportait richesse et prospérité, mais aussi qu'en unissant les peuples, il contribuait ainsi à la paix dans le monde, un argument aujourd'hui repris par l'OMC<sup>7</sup>. L'image d'un monde en interdépendance va progressivement s'imposer, tant et si bien qu'à la fin du dix-neuvième siècle, on ne parlait déjà plus tant de

---

<sup>5</sup> On this topic, see: International Labour Organization and World Trade Organization. *Trade and Employment. Challenges for Policy Research*, Geneva, 2007.

<sup>6</sup> OMC, *Rapport sur le commerce mondial 2008. Le commerce à l'heure de la mondialisation*, 2008: 81.

<sup>7</sup> WTO, 10 benefits of the WTO trading system, [http://www.wto.org/english/thewto\\_e/whatis\\_e/10ben\\_e/10b00\\_e.htm](http://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/10ben_e/10b00_e.htm)

commerce avec l'étranger que de commerce entre nations, ou si l'on préfère de commerce inter-national<sup>8</sup>.

En réconciliant ainsi l'intérêt individuel avec l'intérêt collectif, l'intérêt de chaque nation avec celui de toutes les nations, la nouvelle économie politique avait de quoi satisfaire aussi bien les philosophes épris de liberté et d'universalisme que les marchands et autres industriels avides de liberté économique et de marchés à conquérir. Une fois l'amalgame fait entre progrès social et progrès économique, puis entre sécurité et prospérité, deux seules conclusions, s'imposent « naturellement » : premièrement, le libre-échange est la seule politique commerciale qui soit à la fois scientifiquement démontrée et politiquement acceptable pour le plus grand nombre : et deuxièmement, tourner le dos au commerce revient à tourner le dos au progrès et à s'engager sur les chemins périlleux de l'autarcie et de son *alter ego*, l'expansionnisme<sup>9</sup>.

## L'économie nationale et le protectionnisme éducateur

Les Classiques furent les témoins de la Révolution industrielle de leur temps. Ils ne cherchèrent pas seulement à l'expliquer, mais aussi à tirer toutes les conséquences théoriques et politiques d'un nouveau système économique qui avait besoin de liberté, tant à l'intérieur des frontières nationales qu'à l'extérieur. Avec la révolution industrielle, le marché s'impose donc comme mode d'organisation de la vie économique<sup>10</sup>, et derrière, c'est la logique du profit et de l'accumulation du capital qui s'impose aux entreprises. Plus encore que les Classiques, Karl Marx fut le premier grand économiste à avoir pleinement pris la mesure l'ampleur de ce bouleversement. Schumpeter dira à juste titre de lui qu'il fut un pionnier de la théorie de la croissance économique, mais Marx fut un pionnier de la globalisation économique. Pour Marx, en effet, le capitalisme est par nature un système tourné vers le futur, anticipant les profits à venir, mais c'est aussi un système qui n'a de cesse de s'étendre, de sortir des frontières nationales, de se libérer des contraintes territoriales et de faire du monde son seul horizon. Le monde lui appartient ; il ne peut y avoir de capitalisme que mondial.

Berceau de cette révolution industrielle, atelier du monde, la Grande-Bretagne s'en fit, bien que tardivement, le champion, ouvrant unilatéralement ses marchés et imposant sa *Pax Britannica*. D'autres suivront, marcheront dans ses pas, non sans l'imiter et protéger leurs propres industries comme le firent les États-Unis dont s'inspira List pour développer sa théorie. Certains verront dans le dix-neuvième siècle une sorte d'âge d'or du libre-échange<sup>11</sup>. Les historiens d'aujourd'hui le voient plutôt comme le temps d'une première globalisation prenant fin brutalement avec la Première Guerre mondiale<sup>12</sup>.

---

<sup>8</sup> Le mot international fut introduit au début du dix-neuvième siècle par Jeremy Bentham, pour distinguer le droit national du droit qui s'applique aux relations entre les nations.

<sup>9</sup> François Perroux. *Autarcie et expansion. Empire ou empires ?* Paris, Librairie de Médicis, 1940.

<sup>10</sup> Karl Polanyi. *The Great Transformation*, 1944, New York, Rinehart.

<sup>11</sup> L'argument sera repris et largement développé dans l'entre-deux-guerres par l'école autrichienne, par Mises, Hayek et Röpke en particulier. Ils assimileront la crise et la « désintégration » de l'économie mondiale à une crise de civilisation dont l'origine devait être recherchée dans le gréganisme des peuples et l'abandon, lors la première guerre mondiale, des principes du libéralisme.

<sup>12</sup> Suzanne Berger. *Notre Première Mondialisation: Leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, 2003.

Le dix-neuvième siècle fut, certes, le siècle du libéralisme, mais aussi, par réaction, celui du socialisme et, surtout, du nationalisme. Le nationalisme, tout comme le « système mercantile » avant lui, possède sa propre trajectoire historique et prend des formes multiples d'un pays à l'autre. Il eut aussi ses théoriciens. Tous ont en commun de placer la nation au centre de leur système et non plus l'échange comme chez les Classiques, et surtout de faire de l'État l'instrument de son développement. Le plus brillant d'entre eux et le plus influent fut Friedrich List.

## **Le système économique national**

Promoteur infatigable de l'unité allemande, List a, tout comme Smith, laissé derrière lui une œuvre brouillonne mais qui va marquer l'histoire de l'analyse économique et poser un véritable défi intellectuel au libéralisme économique, défi dont Stuart Mill fut l'un des rares à prendre au sérieux soit dit en passant.

Mêlant faits d'observation, réflexions théoriques empruntées à d'autres et intuitions « géniales » comme l'avait fait avant lui Smith dans la *Richesse des nations*, List développe dans son *Système national d'économie politique (1841)*, son argumentation sur deux fronts. D'abord, il tire de l'histoire la leçon que le libre-échange ne profite aux nations qu'en autant que l'échange se fasse d'égal à égal. Ou pour dire les choses autrement, le libre-échange, oui ! Mais à condition que les nations aient atteint un niveau comparable de développement, industriel en particulier, celui correspondant au stade le plus avancé du progrès de l'humanité. Parallèlement et de manière plus constructive, prenant la nation comme concept organisateur de son système, List pose l'État en garant de son unité, de sa prospérité et de sa sécurité, la nation étant elle-même constituée d'une communauté, d'un territoire et d'une économie, le trinôme de la géopolitique allemande dira Braudel<sup>13</sup>.

Déplaçant l'analyse économique du marché vers la production, List introduit un second concept, celui de « forces productives ». Tout comme pour Marx, fort mal à l'aise d'ailleurs avec les thèses de List malgré ses critiques virulentes à leur endroit, la création de richesses et par le fait même, l'épanouissement de la nation, passent chez List par le développement des forces productives. L'économie, dira-t-il, n'a pas seulement pour objet la richesse, mais la puissance et la richesse nationale, et le pouvoir de créer la richesse est infiniment plus important que la richesse elle-même. Dans ces conditions, s'il revient à l'État, de par ses fonctions, de voir au développement de la nation, il lui revient donc, par la force des choses, de mobiliser les forces productives en fonction de celui-ci. De la sorte, List se trouvait à redonner ses lettres de noblesse à l'art de gouverner et à l'État, son action dans le domaine industriel du moins - l'agriculture fait l'objet d'un traitement spécial dans son système -, devant s'accompagner vis-à-vis de l'extérieur d'une protection éducative en faveur des « industries naissantes », le temps de mettre à niveau les capacités de production de la nation avec celles des nations les plus avancées.

## **L'économie mondiale**

---

<sup>13</sup> Fernand Braudel. *Les ambitions de l'histoire*, Paris, De Fallois, 1997

Tout comme celui de Smith/Ricardo, le système de List n'est pas exempt de critiques, loin de là. En particulier, dans son système, la nation est un concept tout aussi trans-historique que celui de l'échange dans le système classique. De même, se définissant lui-même comme un libéral et un partisan de la liberté économique, List en appelle à la modération et à la prudence de l'État dans ses interventions et son « protectionnisme éducateur », ce qui fut loin d'être le cas de ses épigones comme on sait. La question de fond demeure dans son système, comme dans tout système national d'ailleurs : jusqu'où faire intervenir l'État, et quand lever la protection ? Mais notre propos n'est pas là. Ce que nous voulons plutôt souligner ici trois choses. Tout d'abord, dans le système de List, l'État se trouve pour la première fois relégitimé, à la fois comme régulateur et médiateur des intérêts particuliers et comme gardien du bien commun, circonscrit cependant au cadre national. Ensuite, le protectionnisme commercial n'apparaît plus comme un repoussoir, mais comme un instrument parmi d'autres qu'il revient à l'État d'utiliser pour atteindre certains objectifs. Enfin, à la conception classique de la division internationale du travail, List substitue une autre conception de la division du monde, celle d'une économie mondiale constituée d'espaces économiques nationaux en interrelation les uns avec les autres. Cet ensemble articulé possède ses hiérarchies et ses asymétries propres, renforcées par le libre-échange. C'est ce que doit corriger un protectionnisme éducateur.

List a ainsi construit un système qui allait résonner aux oreilles des défenseurs de l'économie nationale et leur ouvrir de nouvelles perspectives politiques. Le nationalisme économique s'appuiera sur ces trois éléments ; de la seconde moitié du dix-neuvième siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale, et même après. Ce nationalisme économique, que viendront exacerber les doctrines corporatistes et les thèses darwiniennes de la survivance des espèces récupérées par la géopolitique, finira par supplanter le libéralisme économique dans l'entre-deux-guerres, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît, mais il revient à List, qu'il faut dissocier de ce nationalisme radical, d'avoir replacé l'économie nationale sous les projecteurs de la théorie économique<sup>14</sup> et surtout d'avoir posé une question qui laisse les historiens toujours aussi divisés<sup>15</sup> : les pays qui ont réussi leur industrialisation au dix-neuvième siècle doivent-ils ou non leur réussite aux barrières tarifaires et aux politiques nationales mises en place pour assurer leur développement ?

## **L'internationalisme libéral et la reconstruction de l'économie mondiale**

De nombreuses thèses ont été développées pour expliquer l'origine de la crise des années 1930. Comme c'est souvent le cas, il n'y a pas de cause unique mais plutôt un faisceau de facteurs qui, en combinant leurs effets, ont précipité le monde dans l'une des pires catastrophes de son histoire. Tous les observateurs s'entendent toutefois sur deux points : l'effondrement du commerce fut autant l'effet que la cause du repli des États sur eux-mêmes, et l'absence de toute coopération entre les États fut autant l'effet que la cause de la

---

<sup>14</sup> L'ombre de List se profile derrière les théories « dépendantistes » de Prebisch, et plus près de nous derrière celles de Ha-Joon Chang (*Kicking Away the Ladder. Development Strategy in Historical Perspective*, Londres, Anthem Press, 2003).

<sup>15</sup> On this topic, see: Kevin O'Rourke and Jeffrey G. Williamson. *Globalization and History: The Evolution of a 19th Century Atlantic Economy*, Cambridge Mass., MIT Press, 1999.

désintégration de l'économie mondiale. Deux leçons allaient être tirées de ce triste épisode. La première par Keynes : il était possible de régler le problème du chômage et celui des inégalités, les deux fléaux du capitalisme, sans pour autant perdre l'efficacité et la liberté. Et la seconde par le secrétaire d'État de Roosevelt, Cordell Hull : il était possible d'empêcher les guerres et les discriminations commerciales, les deux fléaux du nationalisme, sans pour autant perdre la souveraineté et l'indépendance. La réponse passera par l'État providence et la réciprocité multilatérale, les deux piliers de l'ordre d'Après-Guerre.

## **De la crise à la reconstruction du monde**

La raison des États l'emportant sur celle des marchés, le débat se déplaça dans les années trente à l'intérieur de la pensée libérale, opposant ceux pour qui le retour « à la normale », c'est-à-dire le retour à la prospérité et à la paix, passait par le rétablissement du laisser-faire et du libre-échange et donc de la concurrence, à ceux pour qui, au contraire, ce retour commandait une analyse plus éclairée des problèmes. Pour ces derniers, ces problèmes, qui trouvaient pour les libéraux leur origine dans les déviations du système, étaient en fait congénitaux au système libéral lui-même. C'était de ce côté qu'il fallait et tenter d'y remédier. Il ne s'agissait pas de remettre en question le système libéral lui-même, celui-ci ayant largement démontré sa supériorité sur tout autre système comme Keynes le rappellera à maintes reprises, mais plutôt d'y apporter des correctifs.

Le débat atteindra son point culminant lors du colloque Walter Lippmann, tenu à Paris en 1938, un an après la publication de son ouvrage *The Good Society* et deux ans après la publication de la *Théorie générale* de Keynes. Il opposera libéraux et néo-libéraux, respectivement disciples de Mises et de Keynes. Important à plus d'un titre, ce colloque viendra consommer la rupture à l'intérieur de la pensée libérale entre les dogmatiques de la concurrence et les interventionnistes pragmatiques. Les premiers formeront par la suite la Société du Mont Pélerin, et les seconds inspireront les politiques publiques d'après-guerre.

La question du chômage et celle de l'iniquité dans la répartition des richesses, qui avaient pour point commun de tirer leur origine de l'individualisme et de l'exercice incontrôlé de la liberté économique dira Keynes, devaient trouver leur réponse dans l'État providence, une réponse dont il reviendra à William Beveridge de poser les principes fondateurs dans ses deux Livres blanc, celui sur l'emploi et celui sur les services sociaux. La reconstruction de l'économie mondiale, par contre, demandera un traitement différent. Il fallait non seulement que la sécurité économique individuelle et collective des États, la principale cause des guerres commerciales, soit assurée, mais également que soit reconnue la liberté économique, source de progrès matériel et de prospérité des nations. En clair, il s'agissait de ne pas refaire les erreurs du passé et de lier la sécurité des nations à leur sécurité économique, et celle-ci à la liberté d'accès aux marchés et aux ressources de la planète. On ne pouvait compter, comme on l'avait fait jusque là, sur la raison et la morale des États ; il fallait lier les États par des engagements dûment négociés, mais ayant force de droit. Comme le dira un acteur de cette

reconstruction, il s'agissait ni plus ni moins de procéder au « désarmement économique » des États<sup>16</sup>.

Le rôle joué par les États-Unis dans la construction de ce nouvel ordre international, et plus particulièrement par le Département d'État dirigé alors par Cordell Hull, fut à cet égard déterminant. Toutefois, si les tractations, bien que fort difficiles, entre les Alliés finirent par déboucher sur un ensemble d'accords portant création d'institutions multilatérales dûment mandatées pour introduire une discipline collective dans leurs domaines respectifs, le tout chapeauté par les Nations Unies, l'un des grands objectifs visés était de créer un monde unifié par le commerce. Il ne fut que partiellement atteint, la Guerre froide venant consacrer la division du monde entre deux systèmes économiques et politiques désormais rivaux. Il n'en reste pas moins que sous l'impulsion des États-Unis, le GATT allait être signé en 1947 et qu'à défaut d'avoir pu créer l'Organisation internationale du commerce, celui-ci deviendra le cadre institutionnel d'une nouvelle ère commerciale.

### **Les nouveaux habits de l'internationalisme libéral**

Plusieurs théories ont été avancées pour expliquer le revirement commercial des États-Unis et leur nouvel internationalisme. L'une des plus intéressantes est sans doute celle que proposa Charles P. Kindleberger. Se penchant sur la crise des années 1930, c'est dans l'absence de puissance jouant le rôle à la fois de prêteur et de marché de dernière instance, qu'il trouvera les causes de son ampleur. Il en tira une théorie du « leader bienveillant » que les réalistes reprirent à leur compte, non sans la modifier, pour faire la théorie de la stabilité hégémonique. Cette explication élégante mais souvent critiquée<sup>17</sup> passe à côté d'un fait essentiel : l'effondrement du modèle libre-échangiste britannique et du modèle protectionniste américain

On a beaucoup écrit sur la révolution keynésienne mais comme le fera remarquer Andrew Shonfield<sup>18</sup>, si le changement n'avait dépendu que de la seule conversion intellectuelle au système keynésien, il n'aurait pu aller très loin. Divers facteurs se sont conjugués pour faire intervenir l'État dans l'économie, et, à l'expérience, il est apparu que cette intervention présentait plus d'avantages que d'inconvénients, le soutien de la demande maintenant la croissance sur ses rails. Il en fut de même des États-Unis. Leur conversion à l'internationalisme libéral fut à l'origine de leur engagement dans la reconstruction des institutions de la paix. Cet engagement n'aurait, cependant, pu aller très loin si les autres pays et les entreprises n'y avaient pas trouvé des avantages. Le temps fit son œuvre et montra qu'il était possible d'ouvrir les marchés sans provoquer de désastres. Raymond Vernon nous offre sans doute l'explication la plus simple et la plus juste de ce qui s'est passé. Le système commercial multilatéral, dira-t-il, fut conçu par des passionnés, convaincus que le monde devait être ouvert et non discriminatoire : « They were the ideologues, but in a very decent and constructive sense ; if this happened to coincide with

---

<sup>16</sup> James T. Shotwell, dans son livre, *La grande décision*, New York, Brentano's, 1945.

<sup>17</sup> On this topic, see Robert Gilpin. "The Rise of American Hegemony," in Patrick O'Brien and Armand Clesse. *Two Hegemonies: Britain 1846-1914 and the United States 1941-2001*, Aldershot: Ashgate Publishing, Ltd., 2002:165-182; and Helen Milner. "International Political Economy: Beyond Hegemonic Stability." *Foreign Policy*, 110, Spring 1998: 112-123.

<sup>18</sup> Andrew Shonfield. *Modern Capitalism*, New York, Oxford University Press, 1965

U.S. interests, they were not conscious of it »<sup>19</sup>. Ce fut leur grande réussite d'avoir recoloré l'internationalisme libéral en lui apportant la touche de progressisme qui lui faisait défaut jusque-là et, surtout, de l'avoir institutionnalisé en s'appuyant sur le multilatéralisme.

### **La libéralisation ordonnée du commerce**

De la Charte de l'Atlantique à celle de La Havane, le nouvel ordre international qui allait sortir des grandes conférences de cette époque constitue, pour reprendre les mots de Graz, la première véritable tentative de concilier sur une très large échelle libéralisme et interventionnisme d'une part, multilatéralisme et autonomie nationale d'autre part<sup>20</sup>. Ruggie a qualifié celui-ci de « libéralisme enchâssé ». La formule est peut-être exagérée mais elle reflète bien l'esprit d'une époque qui voulait à la fois humaniser le libéralisme et pacifier le nationalisme.

Cela dit, malgré certaines propositions dans ce sens, de Keynes entre autres, la régulation des marchés n'a jamais été pensée en dehors du cadre national. Il incombait aux États de voir à leur surveillance et leur bon fonctionnement. Tout comme il leur incombait de voir à la stabilité de l'économie mondiale, du moins par l'entremise des institutions internationales, chacune d'elles ayant dans son domaine d'action le triple mandat de promouvoir la coopération, de faire respecter les conventions et traités signés et de soutenir leurs membres en cas de difficulté. Le système était, certes, stato-centré mais avait été conçu dans un esprit de progrès, d'interdépendance et de prospérité et de sécurité partagés. De même reposait-il sur la prémisse selon laquelle il était possible de dissocier les deux niveaux, le marché national d'un côté et le marché international de l'autre, mais entre les deux, il n'y avait pas étanchéité mais complémentarité. Il n'y eut pas Keynes à l'intérieur et Smith à l'extérieur ! Les deux objectifs, soit l'ouverture des marchés et le développement harmonieux du commerce d'un côté et la promotion et le maintien de hauts niveaux d'emploi de l'autre, devaient être menés de front.

De toutes les nouvelles institutions créées, c'est sans doute le GATT qui reflète le mieux le nouvel internationalisme libéral. Tout d'abord, il ne fait pas que reconnaître que le commerce contribue à la prospérité des nations ; sans prospérité à l'intérieur des nations, il ne peut non plus y avoir de développement harmonieux du commerce. Ensuite, avec la réciprocité et l'égalité de traitement comme principes fondateurs, c'est de façon ordonnée que la libéralisation des échanges se trouve engagée. Si le commerce doit pouvoir se développer sans entraves, il doit aussi se faire sans discrimination et à l'avantage de tous, ce que viennent reconnaître le traitement de la nation la plus favorisée sous sa forme inconditionnelle et le traitement national. Enfin, il rend la coopération permanente entre les parties contractantes, les poussant, d'un côté, à négocier l'élimination des obstacles tarifaires et autres au commerce, et de l'autre, à respecter loyalement leurs engagements.

Bien entendu les exceptions sont nombreuses, tout comme les zones grises, et le texte du GATT est parfois flou, mais grâce à lui, le développement du commerce va devenir la règle et la protection l'exception, les échanges commerciaux vont se développer rapidement, avec

---

<sup>19</sup> <http://www.trumanlibrary.org/oralhist/vernonr.htm>

<sup>20</sup> Jean-Christophe Graz. "L'économie politique du commerce international et les origines cachées du "nouvel agenda" de l'OMC," *Économies et Sociétés*, Série Relations économiques internationales, 35, 8, 2000: 163-189.

d'autant plus de facilité d'ailleurs que la croissance économique était tirée par la demande intérieure, et chacun va y trouver son compte, à commencer par les petits pays comme le Canada. Ceux-ci vont voir les marchés s'ouvrir plus largement à leurs produits et le GATT leur apportera sécurité et protection contre l'unilatéralisme et les abus des grandes puissances. Parallèlement, l'influence des idées keynésiennes et la présence rassurante de l'État-Providence contribuèrent à apaiser le débat sur l'État et le marché tout au long de ce qu'on appellera plus tard les Trente Glorieuses, en apportant plus de stabilité dans la croissance et plus de justice dans la répartition des richesses<sup>21</sup>.

Des débats, il y en eut, mais à l'intérieur de ce nouveau cadre institutionnel. Ils portèrent essentiellement sur la forme que devait prendre l'action régulatrice de l'État et la coopération internationale. Le problème va se poser fort différemment pour les pays en développement. Ils ne furent, certes, pas ignorés à Bretton Woods et à La Havane, mais on leur accorda peu d'importance et le traitement particulier qui leur fut octroyé visait davantage à les aider à rattraper leur retard de développement qu'à résoudre leurs problèmes structurels. Cette différence de perception fut à l'origine d'une profonde incompréhension mutuelle et de la fracture entre le Nord et le Sud. Comme devaient le montrer, chacun de leur côté, Gunnar Myrdal et Gottfried Haberler dans son rapport au GATT<sup>22</sup>, non seulement la reconstruction de l'économie mondiale s'était faite sans les pays en développement, mais son essor se faisait à leurs dépens. C'est aussi le constat que feront Raúl Prebisch<sup>23</sup> et, avec lui, les théoriciens de la *dependencia*.

## L'échange inégal et le développement du sous-développement

Par son aura intellectuelle et son action à la tête de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) puis de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), Prebisch va contribuer à orienter le débat dans des directions nouvelles et faire du développement une discipline née d'une nécessité pratique<sup>24</sup>.

Tout comme Keynes, Prebisch est un libéral sceptique et un pragmatique partisan de l'action éclairée de l'État. Prebisch a été profondément marqué par l'effondrement des marchés des produits de base durant la Grande crise. Le phénomène lui paraissait d'autant plus notable qu'il affectait surtout les pays les plus pauvres et s'inscrivait à ses yeux dans une problématique plus large : la détérioration des termes de l'échange. Rompant avec la théorie classique du commerce international, il fera de la dépendance qui lie les pays de la périphérie à ceux du centre la pierre angulaire de son explication. Au départ de l'analyse on retrouve deux idées : 1) les structures économiques sont, dans les pays industrialisés, introverties, homogènes et diversifiées, alors qu'elles sont extraverties, hétérogènes et spécialisées dans les pays en développement ; 2) le problème du sous-développement tire ses racines des structures du commerce international, qui font que, laissées à elles-mêmes, les

---

<sup>21</sup> Herman Van der Wee, *Prosperity and Upheaval. The World Economy, 1945-1980*, Harmondsworth, Viking, 1986.

<sup>22</sup> GATT, *Trends in International Trade. Report by a Panel of Experts*, Geneva, 1958; Gunnar Myrdal, *An International Economy, Problems and Prospects*, New York, Harper & Brothers Publishers, 1956.

<sup>23</sup> Entre autres écrits mentionnons : *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems* (New York, United Nations, 1950), "International trade and Payments in a Era of Coexistence. Commercial Policy in the Underdeveloped Countries." *American Economic Review. Papers and Proceedings*, 49, 1959: 251-273 ; "A New Strategy for Development", *Journal of Economic Studies*, 3, 1968: 1-14.

<sup>24</sup> Gerald Meier, and Seers Dudley (eds.) *Pioneers in Development*, New York, Oxford University Press/World Bank, 1984.

relations économiques internationales enferment une partie du monde dans le sous-développement tout en renforçant le développement dans l'autre.

Loin d'être un facteur de développement, le commerce est, donc, au contraire une entrave au développement en même temps que la cause du sous-développement. Les pays en développement sont en effet pris au piège d'un modèle économique extraverti, spécialisé dans l'exploitation outrancière des ressources naturelles, qui les conduit à devoir exporter toujours davantage pour obtenir la même quantité d'importations, ce qui ne fait qu'approfondir l'écart les séparant des pays développés et les rend toujours plus dépendants de ces derniers. Tout le problème est évidemment là : comment changer les choses ?

Le problème étant d'ordre structurel, la réponse à ces questions ne peut passer que par la transformation des structures, c'est-à-dire par l'implantation structures de production tournées vers le développement en périphérie et par l'établissement de rapports d'échange plus équilibrés entre le centre et la périphérie. L'action pour y parvenir doit, pour Prebisch, être orientée dans trois directions, au demeurant en interaction. Il s'agit tout d'abord d'en appeler à la responsabilité des pays développés, à qui il est demandé non seulement d'aider les pays en développement et de contribuer à leur développement, mais également de leur accorder un statut particulier dans les institutions internationales comme dans leurs relations avec les pays développés. Ce sera l'esprit de la CNUCED et des programmes d'aide au développement. La seconde direction est celle d'un développement autocentré soutenu par une industrialisation orientée vers la substitution aux importations et aux exportations, et impulsé, pour ne pas dire planifié par l'État, le tout accompagné d'un haut niveau de protection et de mesures de contrôle de l'investissement étranger. Les pays d'Amérique latine s'étaient engagés dans cette voie dans les années 1930 ; l'approche sera systématisée et le modèle suivi par la plupart des pays qui retrouvèrent leur indépendance après la Guerre. Enfin, troisième direction : l'intégration régionale. Conçue comme instrument du développement, l'intégration régionale fut également systématiquement recherchée, pour établir des solidarités régionales, créer des marchés de tailles suffisantes, établir des complémentarités économiques entre les pays, et construire un meilleur rapport de force sur la scène internationale. Ce sera le message de la CEPAL.

L'influence de ces thèses fut considérable, y compris au sein de la Banque mondiale. Elles eurent pour effet de relancer le débat du développement comme List l'avait fait un siècle plus tôt. Le point de départ est d'ailleurs le même : les inégalités dans l'échange entravent le développement des nations. Et si l'analyse est différente, la réponse passe néanmoins par l'État, le développement de l'économie nationale et la protection des industries naissantes. Cela dit, sur le plan du développement, les résultats ne furent guère probants, sinon souvent désastreux. Coupés des courants économiques internationaux, enfermés dans le piège de la dette, nombre de pays en développement se trouveront dans une impasse totale au tournant des années 1980 et le modèle de Prebisch tombera par la suite dans le discrédit. Le développement réussi des nouveaux pays industrialisés d'Asie et plus tard des pays émergents devait toutefois démontrer que si l'on ne peut impunément se couper de l'économie mondiale, la bataille du développement se gagne d'abord à la maison et qu'en tout état de cause, l'État en est un acteur central.

## Le temps de la globalisation

La globalisation n'est pas apparue du jour au lendemain. Il y eut des ruptures de trajectoire, des points tournants. La crise de la dette dans les années 1980 en fut certainement un, mais il y en eut d'autres. La crise du dollar et la crise inflationniste dans les années 1970 par exemple. La première entraînera la fin des accords de Bretton Woods et libèrera les marchés des capitaux, tandis que la seconde jettera à terre le mythe de la croissance équilibrée. Autre point tournant : la chute du mur de Berlin, symbole de la fin d'une époque mais aussi d'un monde réunifié et désormais ouvert aux forces du marché. Ces crises ont indubitablement précipité le changement mais ne nous trompons pas : la globalisation est d'abord et avant tout le résultat de multiples transformations économiques, les unes silencieuses, les autres plus bruyantes, comme dans les télécommunications par exemple. Toujours est-il que le monde qui émerge dans les années 1990 n'a déjà plus grand-chose à voir avec celui des Trente Glorieuses.

Reflète de la rupture comme de la révolution qui s'enclenche, un mot viendra rapidement couvrir ces temps nouveaux : globalisation. Symbole d'un avenir meilleur pour les uns, de rébellion pour les autres, le mot globalisation n'en couvre pas moins trois réalités nouvelles. En premier lieu, si l'économie mondiale n'est peut-être pas encore globale, elle n'est pas moins déjà plus inter-nationale. Le monde n'est plus une excroissance des nations. Il ne se construit plus non plus au croisement des nations. Les nations sont désormais ancrées dans l'espace monde, celui des entreprises et des marchés qui s'étendent à la planète entière. Et dans ce nouveau monde, l'ouverture n'est désormais plus un choix, mais une obligation. En second lieu, l'unification du monde est en marche. Tout se passe comme si l'économie de marché, en retrouvant tous ses droits, était finalement parvenue à engager le monde dans une voie longtemps entravée : celle de son unification économique. Grâce aux nouvelles technologies tout d'abord. Celles de l'information et des communications, en particulier, qui, en réduisant le temps et la distance, rapprochent toujours davantage les pays. Sous l'impulsion des forces du marché ensuite. Les marchés, à commencer par les marchés financiers, sont de plus en plus intégrés et, avec cette intégration, la concurrence impose partout ses contraintes. Quant aux entreprises, désormais libérées des contraintes nationales, elles étendent leurs réseaux partout, y compris dans les pays longtemps ignorés. Enfin, la globalisation fait surgir de nouvelles opportunités économiques. De nouveaux marchés s'ouvrent et, dans le sillage de cette ouverture, on assiste au décollage économique de nombreux pays en développement. Tous n'y participeront pas mais le mouvement gagne toutes les parties du monde, à commencer par l'Asie, nouvel atelier du monde. À l'image d'une Chine qui brûle les étapes du développement et, à marche forcée, aspire à rejoindre le cercle des pays développés.

La globalisation est beaucoup plus contrastée que le portrait qu'en feront les libéraux, les néo-libéraux comme on les appellera<sup>25</sup>. Mais, mieux que quiconque, ils ont su prendre la mesure de ces réalités nouvelles et donner un sens qui trouvera rapidement écho, auprès des milieux d'affaires comme des gouvernements.

---

<sup>25</sup> Par un curieux retournement de l'histoire, l'expression a pris un sens diamétralement opposé qu'on lui donnait dans l'Entre-deux-Guerres.

## La libéralisation du monde

Tout au long des années 1970 et 1980, les libéraux avaient orienté le feu de leurs critiques contre l'État-Providence et le compromis d'Après-Guerre. Le discours change au tournant des années 1990. Il n'y eut pas de révolution dans les idées ni de « grande » théorie, mais plutôt un regard différent porté sur le monde. Que vont-ils apporter ? Tout d'abord, une vision longue de l'histoire : la globalisation serait la dernière étape d'un long processus historique conduisant à l'unification du monde par les voies du marché. Au diable le compromis du « libéralisme enchâssé » ! Au mieux celui-ci ne fut qu'un intermède aujourd'hui dépassé dans cette marche de l'histoire ; au pire, une erreur de parcours dont l'humanité aurait pu se passer. Ensuite, une vision intégrée du monde : à la vision territorialisée du monde, avec ses interdépendances mais aussi ses divisions artificielles, on y substitue celle d'un monde désormais sans frontières et libéré de ses entraves. Avec pour seul et grand régulateur de l'action humaine, la concurrence. Enfin, une vision renouvelée du commerce, source inépuisable de richesses. Nouveau moteur du développement, le commerce stimule le marché intérieur, crée des emplois et fait reculer la pauvreté. Il permet aux entreprises d'accéder à des marchés plus larges, plus ouverts et de réaliser des économies d'échelle et des gains d'efficacité, et aux consommateurs d'accéder à une plus grande variété de produits à des prix plus avantageux. Parallèlement, l'ouverture économique facilite les transferts de technologie, stimule la concurrence sur le marché intérieur et pousse les entreprises à investir, à innover et à être plus efficaces.

Faut-il en conclure que l'État n'a plus sa place ? Pas du tout ! De sa critique, on passe à sa reconstruction. Son rôle n'est pas d'orienter mais de faciliter, d'accompagner la globalisation, en se désengageant des affaires économiques et en revenant à son rôle plus traditionnel de gestionnaire de l'intérêt public. Le Consensus de Washington, une formule à succès inventée par John Williamson<sup>26</sup>, vient remplacer le Consensus de Bretton Woods. L'auteur définit en dix propositions ce que doit être le nouveau rôle de l'État. Entre autres, on attend 1) qu'il s'impose des disciplines budgétaires et réforme les institutions, 2) qu'il libère les échanges et élimine les contraintes à la mobilité des capitaux, 3) qu'il dérègle les marchés et élimine les entreprises publiques, et 4) qu'il protège la propriété privée. Autant de propositions qui inspireront et orienteront la réforme de l'État, d'abord dans les pays en développement mais aussi dans les pays développés.

Autre trait nouveau : de l'économie nationale on attend désormais qu'elle soit un centre d'accueil, une plateforme de la globalisation. Les investissements et les entreprises ne vont pas n'importe où ; ils vont là où les conditions environnantes leur sont favorables, où elles vont trouver un avantage compétitif. C'est le sens du programme *Doing Business* que la Banque mondiale va mettre en place en 2002, avec l'objectif de mesurer la réglementation des affaires et son application, étant

---

<sup>26</sup> John Williamson. "What Washington Means by Policy Reform", in J. Williamson, ed., *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* Washington, Institute for International Economics, 1990. L'auteur revient sur son texte original et répond aux critiques dans : "What Should the World Bank Think about the Washington Consensus?" Washington, Peterson Institute for International Economics, 1999.

entendu que la réglementation brime l'investissement et étouffe l'initiative privée. Enfin, l'État n'est plus seul : il doit composer avec les acteurs privés, ces multiples parties prenantes qui, au cœur des affaires mondiales, sont mieux à même de prendre les bonnes décisions, de définir les règles qui vont encadrer les marchés et de contribuer à la prospérité générale. L'entreprise devient un acteur responsable de la globalisation, à charge de se donner des codes de conduite et de participer à la construction de ce nouvel ordre mondial qui était en train de voir le jour.

Cette vision idyllique de la globalisation va trouver ses laudateurs. Ils seront nombreux. Sans doute, tout n'était pas aussi rose que certains se plaisaient à le penser, mais la globalisation n'est pas en devenir ; elle est là et pour durer. On retrouvera ce message dans de nombreux ouvrages à succès. Mentionnons simplement à titre d'exemples *The End of History and the Last Man* (1992) de Francis Fukuyama, *The Clash of Civilizations. Remaking of World Order* (1996) de Samuel Huntington, *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-First Century* (1996) de Thomas Friedman ou encore *Pop Internationalism* (1997) de Paul Krugman. Ces ouvrages polémiques auront pour effet d'exacerber le débat sur la globalisation, sans que l'on sache trop d'ailleurs si c'est la globalisation ou le globalisme libéral qui est en cause. La globalisation suscite aussi de très vives critiques, voire de violentes réactions comme à Seattle en 1999 ou à Québec et à Gênes en 2001. On peut les diviser en trois groupes.

On retrouve tout d'abord les sceptiques de la globalisation, du moins de ses effets. Parmi ceux-ci : Dani Rodrik<sup>27</sup>. Il fut l'un des premiers à montrer qu'il n'y avait pas de lien automatique entre commerce, croissance et emploi. Au contraire, les réformes économiques, menées dans la précipitation, surestimaient la capacité d'adaptation des économies à la concurrence ; une fois les premiers effets essoufflés, l'ouverture pouvait conduire rapidement à des « pertes de prospérité économique ». Un second groupe pointe, quant à lui, les excès et les désastres auxquels conduisent le laissez-faire et la globalisation en l'absence de toute régulation : la financiarisation de l'économie, le capitalisme de casino, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, l'immoralité et la cupidité des grandes entreprises, etc. Son chef de file est incontestablement Joseph Stiglitz<sup>28</sup>, un ardent défenseur d'une action collective renouvelée. Enfin, le troisième groupe est surtout constitué des altermondialistes. Dénonçant inlassablement les effets délétères de la globalisation libérale et son caractère anti-démocratique, ils prônent un autre monde, respectueux de l'environnement, des peuples et des droits humains.

La crise de 2007-2008 va apporter beaucoup d'eau au moulin de ces critiques mais, au bout du compte, peu a été fait pour réformer les institutions internationales et mieux encadrer les marchés. Les États ont plutôt retrouvé leurs vieux réflexes, préférant voir dans l'économie mondiale une arène de combat plutôt qu'un espace de coopération.

---

<sup>27</sup> Pour une synthèse, voir son livre : *Has Globalization Gone Too Far?*, Washington, Institute for International Economics, 1997

<sup>28</sup> Voir entre autres : *Globalization and its Discontents* (New York, W.W. Norton & Company, 2002) ; et *Making Globalization Work*, New York, W.W. Norton & Company, 2006)

## Le compétitivisme des nations

Le recul, voire la « fin » de l'État fut un autre thème à la mode dans les années 1990, la littérature portant généralement sur l'État, voire la démocratie, un regard souvent sombre et pessimiste. Ainsi, par exemple, dans *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy* (1996), Susan Strange dénonce ce recul de l'État face aux forces économiques montantes qui s'accompagne d'une diffusion de l'autorité, d'une confiscation des pouvoirs de régulation par les entreprises et d'une multiplication d'espaces sans contrôle – la finance par exemple –. Entre autres conséquences, elle voit des marchés sans boussole et livrés à eux-mêmes, une perte de contrôle démocratique et une mondialisation de la criminalité. La thèse est séduisante mais sous-estime le poids et l'influence des intérêts nationaux dans un monde qui demeure westphalien. L'État recule, certes, mais il se transforme aussi, et cette transformation ne va pas nécessairement dans le sens que voudraient les libéraux que dénonce Strange. Dans un autre ouvrage, écrit conjointement avec John Stopford<sup>29</sup>, Strange avait pourtant défendu une autre thèse : celle d'une nouvelle diplomatie commerciale. Les auteurs y développaient l'argument selon lequel, avec la globalisation, les États rivalisaient entre eux non plus pour le pouvoir mais pour la création de richesse, et, que sous l'influence de la concurrence mondiale, gouvernements et entreprises avaient établi de nouveaux rapports de complicité autour d'un enjeu : la conquête des marchés internationaux. C'est plutôt, nous semble-t-il, dans cette direction qu'il faut regarder, celle des politiques stratégiques.

Les premiers débats sur les politiques stratégiques remontent à la fin des années 1970 et se prolongèrent dans les années 1980. Ils portaient sur la relance de la croissance et opposèrent deux visions : l'une orientée vers ces dernières et l'autre vers les politiques de concurrence<sup>30</sup>. Les partisans des premières fondèrent leur argumentation sur les imperfections de marché et s'inspirèrent de l'expérience européenne, notamment du cas d'Airbus qui démontrait la pertinence d'un « interventionnisme prudent » en situation de concurrence monopolistique. Une autre source d'inspiration fut pour eux l'Asie où les « nouveaux pays industrialisés » avaient réussi leur décollage en s'appuyant sur l'État et en appliquant un modèle de développement inspiré de la théorie du « vol d'oies sauvages » d'Akaname Akamatsu. Les partisans des secondes défendirent un autre argument : la meilleure politique industrielle est une politique de la concurrence. Aux arguments traditionnels sur les défaillances de l'État, ils ajoutèrent ceux que leur apportait l'économie de l'offre, mais la révolution dans les télécommunications issue du démembrement d'AT&T, fut sans doute leur meilleur argument. Le débat retomba finalement mais reprit de plus belle au tournant des années 1990, autour d'une autre question : l'intégration compétitive dans l'économie mondiale.

Le contexte est alors différent. Avec l'ouverture généralisée des marchés, il ne s'agit plus de seulement relancer la croissance en libérant ou en orientant l'offre, mais de réorienter l'économie vers les marchés extérieurs. Dès lors la question est posée : comment rendre l'économie compétitive ? Un nouvel argument en faveur d'une intervention mesurée de

---

<sup>29</sup> John Stopford and Susan Strange. *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

<sup>30</sup> Pour une synthèse des débats, voir : Douglas Irwin. *Against the Tide: An Intellectual History of Free Trade*, Princeton, Princeton University Press, 1998.

l'État se dessine alors. Créer un environnement concurrentiel favorable et laisser les entreprises répondre aux signaux du marché n'est suffisant qu'en autant que les marchés fonctionnent efficacement. Or, comme les imperfections de marché sont nombreuses, et la compétitivité doit rester une préoccupation des gouvernements. C'est l'essence des stratégies de compétitivité<sup>31</sup>.

La compétitivité économique d'une nation reste, pour les économistes, un concept ambigu, sinon dangereux. Pour Krugman<sup>32</sup>, par exemple, la compétitivité s'applique aux entreprises et non aux nations, et rechercher la compétitivité à tout prix, c'est prendre l'économie mondiale pour une arène et ouvrir la porte aux guerres commerciales. Krugman avait peut-être raison mais pour autant, ce n'était pas parce qu'elle avait suivi à la lettre le Consensus de Washington que l'Asie émergente affichait une croissance insolente et qu'elle avait réussi son insertion dans l'économie mondiale. C'était plutôt à elle-même qu'elle devait cette réussite : à l'encadrement systématique de l'activité économique par l'État, au développement méthodique de ses capacités productives et commerciales et aux joint-ventures avec les entreprises étrangères qui lui avaient apporté les technologies et ouvert les marchés internationaux. Même si un tel cheminement n'était pas forcément à la portée de tous, ni les chances égales pour tous, l'argument fit mouche et orienta le débat dans une autre direction : comment relever le défi de l'Asie ?

Avoir une stratégie industrielle, en effet, ne suffit pas. Encore faut-il avoir une véritable stratégie de compétitivité. C'est le second volet du débat : la compétitivité se joue sur deux niveaux à la fois, au niveau des entreprises et au niveau national. Les entreprises, dira, par exemple, Michaël Porter<sup>33</sup>, ont besoin d'un environnement concurrentiel, mais leur compétitivité dépend aussi du soutien de l'État et de la capacité de la nation à innover et à avancer, et dans cette bataille pour rehausser la compétitivité, la nation ne devient pas moins mais plus importante. L'indice de compétitivité globale du World Economic Forum<sup>34</sup> ne dit pas les choses autrement. La compétitivité d'une nation dépend de trois facteurs : 1) son environnement économique et institutionnel, 2) son aptitude à créer des opportunités et de l'efficacité, et 3) sa capacité et son potentiel d'innovation. En classant ainsi les nations sur l'échelle de compétitivité en fonction de leurs performances, l'indice leur lance aussi un message : grimpez !

Le débat comporte également un troisième volet : celui de la diplomatie commerciale. Par là, on entend l'ensemble des moyens et instruments diplomatiques destinés à promouvoir l'image (branding) de la nation auprès des investisseurs étrangers, à soutenir et encourager les activités des entreprises à l'étranger, à faciliter la conclusion de contrats internationaux ou le transfert d'activités, ou encore à ouvrir des marchés. Les accords commerciaux sont devenus l'une des pièces maîtresses de cette nouvelle diplomatie. Non seulement ils prolifèrent depuis les années 1990, en marge du système commercial multilatéral d'ailleurs, mais ils touchent désormais toutes les parties du monde, y compris l'Asie, nouveau foyer de ces accords<sup>35</sup>. Ces accords sont protéiformes mais ils engagent toujours davantage États et entreprises dans la recherche de nouveaux marchés et ont tous pour traits communs 1) de

---

<sup>31</sup> UNCTAD. *World Investment Report. Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*, New York, 1999: 314

<sup>32</sup> Paul R. Krugman. "Competitiveness: A Dangerous obsession." *Foreign Affairs*, 73, 2, 1994: 28-44.

<sup>33</sup> Michaël Porter. *The Competitive Advantage of Nations*. New York, Free Press, 1990.

<sup>34</sup> [http://www.weforum.org/reports?filter\[type\]=Competitiveness](http://www.weforum.org/reports?filter[type]=Competitiveness)

<sup>35</sup> WTO. *World Trade Report 2011. The WTO and Preferential Trade Agreements: From Co-existence to Coherence*, Geneva.

rechercher un accès préférentiel, élargi et sécuritaire aux marchés, 2) d'assurer une meilleure protection des droits économiques des entreprises sur les marchés couverts, et 3) d'établir des règles et des disciplines communes. Certains y verront un moyen d'ouvrir plus rapidement les marchés mais les préoccupations stratégiques sont aussi très présentes : on ne négocie pas avec n'importe qui !

Les trois ingrédients d'un nouveau système national sont ainsi réunis : un État promoteur d'un développement tourné vers l'extérieur, des politiques pour développer l'avantage compétitif de la nation, et une diplomatie commerciale agressive.

## Conclusion

Le temps est venu de conclure. Les Classiques étaient parvenus à intégrer les nations dans leur système en utilisant l'artifice de l'échange entre les nations. Leurs successeurs, les marginalistes, se préoccupèrent beaucoup moins qu'eux du commerce international, préférant se concentrer sur l'économie pure et ses lois. Et s'ils reprirent à leur compte la théorie des avantages comparatifs, voire l'améliorèrent, ils avaient la tranquille certitude que la Raison finirait par l'emporter et venir à bout de l'arbitraire des barrières commerciales. Il n'en fut pas ainsi. Engagés dans la voie de leur industrialisation, les nations trouvèrent dans le protectionnisme un système qui leur permit d'y répondre et, du moins celles qui purent le faire, de se développer à l'abri de la concurrence internationale. Ses théoriciens opposèrent à la vision classique de l'interdépendance par le commerce, une vision d'un développement auto-centré qui, une fois les premiers bénéfices tirés de la protection, ne pouvait que produire un dangereux cocktail d'isolationnisme et d'expansionnisme qui finit par conduire le monde aux antipodes de ce que laissait entrevoir la vision classique.

Le nouvel ordre international qui vit le jour après la Seconde Guerre mondiale fut le résultat d'un compromis autour d'une autre vision de l'interdépendance. Reposant sur l'ouverture réciproque des marchés, encadrée par la règle de droit, l'interdépendance fut cette fois systématiquement recherchée. Des négociations commerciales, sans cesse relancées sous l'impulsion des États-Unis, on attendait non seulement qu'elles éliminent les barrières commerciales, mais également qu'elles stimulent les échanges, contribuent à la prospérité générale et renforcent ainsi la coopération entre les nations. Certains, comme Keohane et Nye<sup>36</sup>, parleront d'interdépendance complexe, mais le système commercial confortait la vision ricardienne de l'échange, du moins sous la forme ordonnée qu'on lui donna au travers du GATT. La théorie des avantages comparatifs retrouva ainsi tout son prestige après la Seconde Guerre mondiale, résistant aussi bien aux critiques des théoriciens de la firme multinationale qu'à celles des théoriciens de l'échange inégal.

Avec la globalisation tout change. Les marchés retrouvent tous leurs droits, le globalisme libéral vient remplacer le libéralisme enchâssé et, avec celui-ci, une nouvelle vision du monde émerge : celle d'un monde interconnecté par les nouvelles technologies, unifié par les forces économiques et régulé par la concurrence. En même temps, les États se tournent vers l'extérieur, faisant de l'insertion compétitive dans l'économie mondiale le nouveau vecteur

---

<sup>36</sup> Robert O. Keohane and Joseph S. Nye, *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston: Little, Brown, 1989, third edition

de leur prospérité. Le compétitivisme est la réponse des nations au globalisme libéral. Il le prend à contre-pied, et, tout comme il en fut du protectionnisme et, avant lui, du mercantilisme, il présente tous les attributs d'un véritable système. Il n'a peut-être pas encore trouvé son grand théoricien mais il ne cesse de gagner en influence, surtout depuis la crise de 2007-2008 qui a laissé les défenseurs du globalisme libéral en plein désarroi. Pour dire les choses en face : le compétitivisme est devenu le défi intellectuel de notre temps, et il peut se targuer d'une brillante réussite : la Chine.

Une question demeure toutefois : comment aborder le compétitivisme ? Dans sa prétention universaliste, la pensée économique libérale a toujours cherché à réduire les États à fort peu de chose, prenant pour acquis que les lois économiques qui régissent les rapports sociaux ont une portée universelle qui transcende la division politique du monde. Comme l'écrit fort justement Pierre Rosanvallon, « Le libéralisme économique comme idéologie de la société de marché s'affirme ainsi dans le combat pour déterritorialiser l'économie et construire un espace fluide et homogène, structuré par la seule géographie des prix »<sup>37</sup>. Les faits sont pourtant têtus. Les États existent, et il faut compter avec eux comme nous avons cherché à le montrer tout au long de notre texte. Aussi, loin de marquer la fin de l'État et de consacrer l'idéal universaliste de la pensée économique, la globalisation a plutôt fait resurgir sous un angle nouveau cette tension qui a toujours existé entre l'universalisme des marchés et le particularisme des États-nations. La pensée économique libérale a pris le parti depuis les Classiques d'opposer le libéralisme au mercantilisme et au protectionnisme au lieu d'y voir deux systèmes de pensée qui ont non seulement marqué l'histoire économique du monde moderne, mais aussi habilement mis le libéralisme au service de l'intérêt national. La globalisation n'a rien changé sur ce plan : plus qu'une alternative au globalisme utopique des libéraux, le compétitivisme<sup>38</sup> doit être considéré pour ce qu'il est, c'est-à-dire comme un système de pensée qui s'inscrit dans la même moule du nationalisme libéral que le mercantilisme et le protectionnisme avant lui.

—

---

<sup>37</sup> Pierre Rosanvallon, *Le libéralisme économique. Histoire de l'idée de marché*, Paris: Seuil, 1989: 107.

<sup>38</sup> Un temps, nous avons jonglé avec l'expression « néomercantilisme libéral », pour souligner le nouvel interventionnisme des États à l'heure de la globalisation. L'expression reste ambiguë. Philip Cerny fut l'un des premiers à parler d'État compétitif (« competition state »). La formule nous semble plus adéquate pour caractériser ce nouvel interventionnisme. Aussi, l'avons-nous reprise à notre compte, pour qualifier de compétitivisme le système qui se met en place à l'heure de la globalisation. Voir en particulier Cerny, Philip G., "Paradoxes of the Competition State: The Dynamics of Political Globalization," *Government and Opposition*, 32, 2, 1997: 251-74.

Redigée par

**Christian Deblock**, Ph. D

Économiste de formation, Christian Deblock est professeur titulaire au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal et chercheur au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).

**Abonnez-vous**

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

[Lisez toutes les chroniques](#) 

## Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

### Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est  
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560  
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

### Adresse postale :

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA  
Téléphone : 514 987-3000, poste 3910  
Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

Site web : [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)



La Chronique des industries culturelles est réalisée par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation pour l'Organisation internationale de la Francophonie.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette note de recherche demeurent sous l'entière responsabilité du rédacteur et n'engagent en rien ni ne reflètent ceux du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation.